



Cahier des charges OMC (22060) 104

Services d'architecture TIC

ARC-22

La présente procédure s'effectue conformément à la loi fédérale sur les marchés publics (LMP). Par conséquent, toute communication entre les soumissionnaires et le service demandeur est interdite durant la procédure.

Table des matières

1	Définitions et abréviations	3
2	Introduction, but du présent document	5
3	Contexte et description de l'objet du marché.....	6
3.1	Contexte.....	6
3.2	Objet du marché.....	7
4	Exigences impératives : conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques.....	10
4.1	Exigences impératives	10
4.2	Renseignements généraux sur le soumissionnaire	11
4.3	Respect des exigences impératives.....	11
5	Critères d'adjudication (CAAd).....	11
5.1	Vue d'ensemble	11
5.2	Respect du catalogue des exigences	12
5.3	CAAd « Audition » : déroulement	13
6	Évaluation	14
6.1	Phases de l'évaluation	14
6.2	Méthode d'évaluation	14
6.3	Évaluation des prix et des coûts	15
7	Structure et contenu	16
7.1	Généralités.....	16
7.2	Structure.....	16
8	Dispositions spéciales.....	18
9	Aspects administratifs.....	19
9.1	Adjudicateur	19
9.2	Objet du marché.....	20
9.2.2	Lieu de la fourniture	20
9.3	Conditions	21
9.4	Autres informations	22
10	Annexes	23
10.1	Annexes référencées	23

1 Définitions et abréviations

Pour faciliter la lecture du présent document, la forme générique est utilisée pour désigner les deux sexes. Les femmes sont bien entendu également incluses.

Terme / abréviation	Signification
AF	Administration fédérale suisse
ARC-18	Appel d'offres OMC de 2018, ID du projet sur simap.ch : 174166
ArchiMate	ArchiMate est un langage de modélisation ouvert d'architecture d'entreprise qui permet la description, l'analyse et la visualisation de l'architecture et créer un large éventail de points de vue pour différents acteurs : Archi – Open Source ArchiMate Modelling (archimatetool.com)
BA-ARC-18	Appel d'offres OMC de 2018, ID du projet sur simap.ch : 178468

CAd	Critère d'adjudication
CAp	Critère d'aptitude
CECR	Cadre européen commun de référence pour les langues
CG	Conditions générales de la Confédération
ChF	Chancellerie fédérale Chancellerie fédérale - Page d'accueil (admin.ch)
CP	Conditions de participation
HERMES 5	Méthode de gestion de projets utilisée par le secteur public et le secteur privé www.hermes.admin.ch
LMP	Loi fédérale sur les marchés publics (RS 172.056.1)
Mini-tender	Procédure électronique de commande de prestations entre les partenaires du contrat-cadre dans le logiciel Mini-Tender Management (MTM)
MTM	Logiciel en ligne permettant aux services demandeurs de procéder à toutes les démarches liées aux mini-tenders découlant des contrats-cadres Thèmes minitender.info
OFCL	Office fédéral des constructions et de la logistique
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMP	Ordonnance sur les marchés publics (RS 172.056.11)
SAFe	Le Scaled Agile Framework® est un ensemble de principes, processus et meilleures pratiques qui aident les organisations à adopter des méthodes agiles, telles que SCRUM, pour développer rapidement des produits et des services de meilleure qualité
SCRUM	Méthode agile de gestion et de développement de projet ou de produit
SEFRI	Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (admin.ch)
Service d'achat	Unité centrale compétente conformément à l'Org-OMP (ici : OFCL)
Service demandeur	Unité d'organisation de la Confédération au profit de laquelle l'acquisition est effectuée
Service des technologies de l'information dans les marchés publics	Service d'achat de l'appel d'offres OMC 22060 ARC-22 qui coordonne les mini-tenders ; organisation, tâches et rattachement, art. 29 de l'ordonnance du 24 octobre 2012 sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP), RS 172.056.15
simap	Système d'information sur les marchés publics en Suisse simap.ch - Page d'accueil
ST	Spécification technique
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TNI	Transformation numérique et gouvernance de l'informatique, secteur de l'administration fédérale Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (admin.ch)
TOGAF	The Open Group Architectural Framework utilisée pour les projets, la planification, l'implémentation et la maintenance d'architectures d'entreprise TOGAF The Open Group Website

Liste des abréviations

2 Introduction, but du présent document

Le présent cahier des charges décrit les buts que le marché faisant l'objet de la présente procédure d'adjudication doit permettre d'atteindre. Il règle la procédure et la forme sous laquelle l'offre doit être remise et constitue, avec les conditions générales de la Confédération ([CG](#)), la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics ([LMP ; RS 172.056.1](#)) et l'ordonnance du 12 février 2020 sur les marchés publics ([OMP ; RS 172.056.11](#)), la base de la présente procédure.

La procédure se fonde sur les dispositions de la loi applicables aux marchés soumis aux accords internationaux.

3 Contexte et description de l'objet du marché

3.1 Contexte

L'appel d'offres OMC ARC-18 a été lancé en 2018 pour mettre à la disposition de tous les offices des services dans le domaine de l'architecture informatique d'entreprise pour les projets clés, les projets d'importance stratégique et les grands projets de l'administration fédérale (simap : ID du projet 174166). 10 fournisseurs étaient recherchés. Des options pour un montant de 17,28 millions de francs suisses ont pu être commandées par mini-tenders pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2023.

L'appel d'offres BA-ARC-18 a été lancé en novembre 2018 pour mettre à la disposition de tous les offices des services d'architecture de solutions dans le domaine des services standards (en particulier bureautique) pour les projets d'importance stratégique et les grands projets de l'administration fédérale (simap : ID du projet 178468). 8 fournisseurs étaient recherchés. Des options pour un montant de 13 millions de francs suisses ont pu être commandées par mini-tenders pour la période allant du 1^{er} mars 2019 au 31 décembre 2024.

En raison de l'ampleur inattendue de la demande, les contingents disponibles pour les 2 appels d'offres étaient épuisés en mai 2022. L'administration fédérale a et aura encore besoin des services ci-après dans le domaine de l'architecture informatique.

A Architecture d'entreprise – env. 15 % du volume prévu jusqu'à la fin 2027

Développement global de l'architecture d'entreprise (Enterprise Architecture Management, EAM). Architecture d'affaires, architecture de données, architecture d'applications et architecture de technologies.

[Architecture de la Confédération \(admin.ch\)](#)

B Architecture de solutions – env. 40 % du volume prévu jusqu'à la fin 2027

Architecture d'entreprise en relation avec les exigences des affaires et de l'informatique (Enterprise Architecture EA). Développement méthodique de l'architecture (TOGAF, méthode de développement d'architecture) compte tenu des interactions entre les exigences et la vision de l'architecture, l'architecture d'affaires, l'architecture de données, l'architecture d'applications, l'architecture de technologies et les phases de migration, d'implémentation et de changement.

[Bureautique \(admin.ch\)](#)

C Modélisation électronique des architectures – env. 10 % du volume prévu jusqu'à la fin 2027

Aptitude à soutenir l'architecture, au moyen de méthodes et d'outils modernes, selon une approche fondée sur des modèles et des données. L'administration fédérale a conclu un contrat-cadre à la disposition de toutes les unités administratives pour la modélisation électronique des processus et des architectures. La mise à disposition de méthodes et d'outils ou de licences ne fait pas l'objet du présent appel d'offres.

[Modélisation électronique des processus et des architectures](#)

D Assistance au déploiement de l'architecture informatique – env. 35 % du volume prévu jusqu'à la fin 2027

Aptitude à soutenir les services demandeurs dans la mise en œuvre et le déploiement concrets de leurs architectures de références et de solutions pour les applications et les infrastructures (sur site et/ou en nuage, conformément aux prescriptions de la Confédération.

[Architecture API Confédération](#)

3.2 Objet du marché

Le présent appel d'offres « 22060 ARC-22 » reprend les exigences actuelles en matière de conception et de mise en œuvre de l'architecture des nombreux projets de la Confédération. Il fait suite à 2 appels d'offres de 2018. Il vise à évaluer des prestataires qualifiés dans le domaine des services d'architecture pour les projets clés, les projets d'importance stratégique et les grands projets de l'administration fédérale. Les prestataires externes doivent être en mesure d'effectuer de manière autonome des tâches d'architecture dans le projet attribué et d'en rendre compte de manière adéquate à l'adjudicateur concerné et à d'autres parties prenantes.

Après la conclusion du contrat-cadre, les **10 adjudicataires du présent appel d'offres OMC** seront invités par voie électronique à soumettre une offre pour les marchés découlant du contrat-cadre directement par le service demandeur (mini-tenders). Les soumissionnaires sont aussi informés de l'adjudication des mini-tenders par voie électronique. Les mandats sont ensuite attribués directement par le service demandeur responsable du projet et du financement de celui-ci. Des informations complémentaires sur la procédure de mini-tender et le portefeuille de prestations sont disponibles sur le site minitender.info.

L'allemand est la langue de la procédure officielle du présent appel d'offres OMC. En cas de divergence d'interprétation fondée sur la traduction française, seuls les documents originaux en allemand font foi.

Important : la langue des mini-tenders et pour l'essentiel l'allemand. Les soumissionnaires de l'appel d'offres OMC doivent apporter la preuve qu'eux-mêmes et leurs éventuels sous-traitants possèdent les connaissances linguistiques nécessaires pour fournir les prestations requises en Suisse allemande et/ou en Suisse romande.

Les tâches principales du présent appel d'offres sont présentées ci-après. Les aptitudes nécessaires sont définies dans le catalogue des exigences. N. B. : les communiqués de presse et les documents mentionnés sont annexés à l'appel d'offres.

3.2.1 A : Architecture d'entreprise

- I. Participer à la conception et soutenir la mise en œuvre de la **stratégie numérique** au moyen de l'expertise requise conformément au catalogue des exigences (annexe A02).
- II. Participer à la conception et soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la **vision de l'architecture** compte tenu des **données de référence et des interfaces électroniques (API)**, dans les rôles « architecte d'entreprise », « ingénieur méthodes » ou « expert en stratégie numérique » (annexe A12), et des documents « Architecture API Confédération – Version 1.0 » (annexe A09) et « Vision de l'architecture » (annexe A15).
- III. Lancer, soutenir et diriger des projets de développement de **stratégies au niveau de la Confédération**, d'architectures, de méthodes et de principes avec différentes unités administratives et des parties prenantes internes et externes.
- IV. Planifier et soutenir la mise en œuvre du **développement des capacités** de l'administration fédérale et de ses unités.

- V. Assurer la **transparence** du processus de transformation numérique et du changement organisationnel nécessaire à cet effet.

3.2.2 B : Architecture de solutions

- VI. Développer et maintenir des architectures de solutions et des architectures détaillées.
- VII. Élaborer, documenter, communiquer et mettre en œuvre des normes de qualité en matière d'architecture de solutions à l'intention des prestataires internes.
- VIII. Élaborer, documenter, communiquer et mettre en œuvre des normes de qualité en matière d'architecture de solutions à l'intention des services demandeurs.
- IX. Identifier et exposer les faiblesses, les risques et les avantages de la standardisation par rapport à la spécialisation des services spécifiques aux solutions.
- X. Identifier et exposer les synergies et le potentiel d'optimisation du point de vue des affaires et élaborer des propositions d'amélioration.
- XI. Établir des vues d'ensemble et des descriptifs techniques concernant les données, les applications et les technologies (« architecture actuelle » en particulier en tant qu'image globale).
- XII. Soutenir la gestion des exigences, élaborer et gérer des schémas directeurs, des feuilles de route et des plans de release pour le matériel, les logiciels, les services et les infrastructures.

3.2.3 C : Modélisation électronique des architectures

- XIII. Soutenir l'architecture par des méthodes et des outils modernes, fondés sur des modèles et des données.
- XIV. Développer et soutenir l'architecture au moyen de cartographies des capacités métier, de feuilles de route « Applications » et de visions du portefeuille stratégique.
- XV. Exposer et tenir à jour les interdépendances, les flux de données dans le contexte métier et des infrastructures, en relation avec les prescriptions concernant la protection des données, la compliance et la gouvernance, de manière adaptée aux parties prenantes, afin que des décisions correctes puissent être prises plus rapidement.
- XVI. Modéliser les architectures selon des notations normalisées (par ex. ArchiMate, BPMN, UML, etc.) au moyen des outils et des méthodes mises à disposition par le service demandeur.
- XVII. Exposer l'utilisation des données dans l'architecture des données et soutenir activement les différentes étapes au moyen d'outils

3.2.4 Assistance au déploiement de l'architecture informatique

- XVIII. Soutenir la planification et la mise en œuvre d'architectures de référence et d'architectures de solutions pour le développement et l'exploitation d'applications et d'infrastructures au moyen de méthodes traditionnelles ou agiles.
- XIX. Évaluer et mettre en œuvre d'architectures adaptées pour les applications nouvelles ou à migrer dans différents environnements et compte tenu de la souveraineté des données et

de la compliance (par ex. sur site, nuage privé, nuage public, nuage hybride, solution multi-nuages).

- XX. Soutenir des initiatives de la stratégie numérique de la Confédération (annexe A10), par ex. stratégie d'informatique en nuage (cf. annexes A11, A13 et A14).
[SB020 - Stratégie d'informatique en nuage de l'administration fédérale](#)
[L'administration fédérale met en œuvre la Stratégie d'informatique en nuage en vue d'une utilisation efficace et ordonnée de services dématérialisés](#)
[Stratégie d'informatique en nuage de l'administration fédérale](#)
[Cloud](#)
- XXI. Soutenir des initiatives stratégiques dans le cadre du passage de la gestion des services du traditionnel au nuagique.

3.2.5 Vue d'ensemble des prestations en francs suisses

Nombre d'adjudicataires	Désignation de la prestation	Valeur mandat de base (CHF)	Valeur maximale options (CHF)	Valeur maximale totale (CHF)
10	Prestations d'architecture (domaines A à D) jusqu'à la fin 2027	0.--	60 000 000.--, hors TVA 64 620 000.--, TVA incl.	60 000 000.--, hors TVA 64 620 000.--, TVA incl.

Tableau 1: volume des prestations requises du projet d'acquisition (en CHF)

Les valeurs indiquées dans le tableau correspondent à un volume estimé sur la base de l'expérience et des besoins futurs.

3.2.6 Mandat de base

Aucun

3.2.7 Options

Le volume des prestations découlant des mini-tenders dépend de la durée et de l'envergure des projets (interventions brèves ou de plusieurs années), de leur complexité (projets simples ou programmes étendus avec de nombreuses interdépendances) et de la finalité de la prestation (contrôles avant la libération d'une phase, analyses approfondies récurrentes pendant toute la durée du projet ou prestations globales fondées sur le mandat).

3.2.8 Commande des options

Le volume indiqué dans le tableau concernant le volume des prestations requises est une estimation empirique. La commande du volume mentionné n'est pas garantie, le soumissionnaire ne peut faire valoir aucun droit à ce que le mandant mette au concours la totalité du volume. Le présent marché public OMC ne porte pas sur une quantité minimale de prestations, dans le cas concret, un mini-tender est toujours organisé entre les adjudicataires.

Étant donné que lors de l'adjudication il n'est pas possible de prévoir quel adjudicataire sera pris en considération pour une prestation, le montant maximal correspondant au volume de l'appel d'offres est convenu dans un contrat-cadre conclu avec les 10 adjudicataires. Ce volume est purement optionnel. La taille de la part de chaque partenaire au contrat-cadre à l'expiration du contrat dépend du nombre de demandes d'offres pour lequel chaque partenaire au contrat-cadre a pu être pris en considération.

Dès que la somme des contrats spécifiques atteint le volume maximal de l'appel d'offres OMC, les adjudicataires concernés sont informés par voie électronique. Il n'est donc plus possible d'obtenir d'autres commandes au moyen de ces contrats-cadres.

Le mandant peut commander la totalité des options, une partie d'entre elles ou aucune option.

Les mandataires répondent des prestations convenues dans le contrat spécifique. Les offres de location de services ou d'entreprises de location de services ne sont pas admises. Si de telles offres sont soumises, elles sont immédiatement exclues.

Le contrat-cadre règle d'une manière générale :

- les éléments essentiels de la collaboration,
- le processus de l'accord de prestations (objets à livrer, réception),
- l'assurance de la qualité
- les tarifs horaires maximaux pour les prestations mises au concours,
- les prescriptions en matière de gestion des fournisseurs
- les mesures de résiliation du contrat

Un modèle de contrat-cadre est joint au présent appel d'offres (annexe A05).

Le processus de conclusion de l'accord de prestations dans la procédure de mini-tender est décrit au ch. 4.2 du contrat-cadre.

3.2.9 Évaluation des offres dans la procédure de mini-tender

Les exigences définies comme impératives dans le présent appel d'offres OMC doivent dans tous les cas être satisfaites dans les mini-tenders.

Les offres sont comparées et évaluées selon les critères généraux (Cg) mentionnés ci-dessous. Ceux-ci sont concrétisés dans les demandes d'offres.

N°	Désignation des critères généraux	Remarques
Cg1	Critères d'adjudication en lien avec la qualité et les prestations	Critères facultatifs, définis pour évaluer le volume et la qualité des prestations requises. Des références peuvent être demandées directement auprès de la personne habilitée à fournir des renseignements.
Cg2	Prix	Tarif horaire en francs suisses (hors TVA) pour les prestations requises
Cg3	Audition (facultative)	Après les présentations des soumissionnaires, des questions sont posées sur les offres et sur les points techniques. En cas de différences avec les indications figurant dans les offres écrites, l'évaluation est vérifiée et au besoin adaptée.
Cg4	Disponibilité	Selon calendrier

Tableau 2: critères généraux (CG) pour l'adjudication des mini-tenders

4 Exigences impératives : conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques

4.1 Exigences impératives

Toutes les entreprises qui ont les capacités économiques et techniques nécessaires et qui remplissent les conditions de participation, les critères d'aptitude et les spécifications techniques suivants sont invitées à présenter une offre en francs suisses. Les prescriptions concernant la structure de l'offre et le catalogue des exigences sont décrites dans le présent cahier des charges et dans la structure de l'offre.

Les preuves indiquées dans le catalogue des exigences doivent être confirmées et fournies intégralement, sans restriction ni modification, avec l'offre. Une copie des certificats et des diplômes obtenus dans une langue nationale suisse ou en anglais sera jointe à l'offre. Une traduction légalisée en allemand ou en français sera jointe aux certificats et diplômes établis dans une autre langue. Les preuves qui, selon le catalogue des exigences (annexe A02), ne doivent être fournies que sur demande devront parvenir à l'adjudicateur dans les 10 jours calendaires suivant la demande. Elles peuvent toutefois être jointes à l'offre. La preuve pratique de la qualification sera fournie au moyen du formulaire de références (annexe A03) dûment rempli.

4.2 Renseignements généraux sur le soumissionnaire

Les renseignements généraux sur le soumissionnaire doivent donner un aperçu des activités et de l'organisation de son entreprise. Ils seront limités à 8 pages A4 (12 pages s'il y a des sous-traitants). Ils ne seront pas évalués mais constitueront le chapitre B01 de l'offre.

4.3 Respect des exigences impératives

Au moment du dépôt de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il remplit dans leur intégralité et sans restriction ni modification les exigences impératives énumérées dans l'annexe A02 : conditions de participation (CP), critères d'aptitude (CAp) et spécifications techniques (ST). Dans le cas contraire, son offre ne sera pas prise en considération.

La preuve que les ST sont remplies peut-être apportée par une personne différente pour chacune d'entre elles (y compris un sous-traitant direct s'il est clairement indiqué dans l'offre). Les soumissionnaires qui ne remplissent pas intégralement et sans réserve (la colonne « Remarques » du catalogue des exigences doit être vierge) les CP, CAp et ST sont exclus de la procédure. Est également exclu de la procédure le soumissionnaire qui fournit intentionnellement de fausses indications, ne fournit aucune indication ou fournit des indications ambiguës. Le service demandeur peut révoquer l'adjudication ou résilier le contrat si de fausses indications apparaissent *a posteriori*.

Le respect des conditions de participation, des critères d'aptitude et des spécifications techniques est évalué selon l'échelle suivante :

Échelle d'évaluation des exigences impératives CP, CAp et ST	
Réponse	Critère
Rempli	Le critère d'évaluation est rempli intégralement et prouvé de manière complète et sans équivoque : la colonne « Remarques » ne contient ni restriction ni refus
Non rempli	Le critère d'évaluation est rempli partiellement ou n'est pas rempli ou son respect est prouvé de manière qui prête à équivoque ou incorrecte

Tableau 3: échelle d'évaluation CP, CAp et ST

5 Critères d'adjudication (CAAd)

5.1 Vue d'ensemble

Les critères d'adjudication (CAAd) permettent d'évaluer les offres en leur attribuant un certain nombre de points. Les offres sont ensuite classées sur la base des points obtenus.

N°	Désignation des critères d'adjudication	Nombre max. de points	Pondération	Remarques
CAAd01 - CAAd03	Critères d'adjudication liés à la qualité et aux prestations	6000	60 %	<p>Critères potestatifs, définis pour évaluer le volume et la qualité des prestations requises. Des références peuvent être demandées directement auprès de la personne habilitée à fournir des renseignements.</p> <p>Une référence peut être utilisée pour un ou plusieurs points à examiner d'un critère ou pour plusieurs critères.</p> <p>Les déclarations d'accord concernant les demandes de références ne doivent pas être jointes à l'offre.</p>
CAAd04	Prix	3100	(31 %)	Tarif horaire en francs suisses (hors TVA)
CAAd 05	Audition	900	(9 %)	Après la présentation du représentant de l'entreprise, les 2 collaborateurs désignés du soumissionnaire traitent chacun 1 cas simple; ils présentent la solution oralement et en font un résumé par écrit. Au terme des présentations, les représentants de l'adjudicateur posent des questions. L'organisation pratique des auditions (en ligne ou présenteielle) ou la renonciation à celles-ci dépend de la situation au moment de l'audition prévue.

Tableau 4: aperçu des critères d'adjudication

5.2 Respect du catalogue des exigences

Les critères CP, CAp et ST mentionnés dans l'annexe A02 doivent être complets, détaillés et clairs. Les documents et les justificatifs doivent être joints à l'offre là où cela est demandé. Les documents et les justificatifs doivent être joints à l'offre là lorsqu'ils sont demandés. Les références à d'autres documents du soumissionnaire dans l'annexe A03 ne sont pas autorisées ailleurs et ne sont pas prises en compte dans l'évaluation Si un critère est divisé en sous-critères, il faut traiter en détail chacun d'entre eux. Les indications demandées dans l'annexe A03 ne doivent pas dépasser le nombre de pages maximal requis

Les prestations en relation avec les projets de référence doivent avoir un rapport direct avec les prestations qui font l'objet du marché et permettre à l'adjudicateur de comparer le contenu et le volume des prestations et d'apprécier la complexité du projet.

Une référence peut être utilisée pour un ou plusieurs points à examiner d'un critère ou pour plusieurs critères selon ce que le soumissionnaire estime judicieux.

Important : le service d'achat se réserve le droit de contrôler l'exactitude du contenu des documents que le soumissionnaire joint à son offre et/ou des données auxquelles il renvoie et, si nécessaire, d'exiger de ce dernier des informations complémentaires. Si les indications fournies sont incompréhensibles ou non pertinentes, ou si les données et documents exigés font défaut ou sont incomplets, cela peut avoir une influence négative sur l'évaluation de l'offre.

Les déclarations d'accord concernant les demandes de références ne doivent pas être jointes à l'offre.

5.3 CAAd « Audition » : déroulement

Les soumissionnaires soumis à une audition y sont invités en temps utile, mais au plus tôt 2 semaines après l'expiration du délai de remise des offres ; l'invitation contient les informations nécessaires. L'organisation de l'audition relève de l'appréciation du service demandeur. Seuls y sont invités les soumissionnaires qui remplissent intégralement les CP, les CAp et les ST et qui entrent encore en ligne de compte pour l'adjudication après l'évaluation des CAAd. La préparation des offres et de l'audition ne donne droit à aucune indemnité. Il est prévu d'organiser l'audition dans les 4 à 8 semaines suivant la remise des offres.

Si le service demandeur décide d'organiser une audition, il est libre de la faire en présentiel à Berne (Suisse) ou par « Skype for Business » ou au moyen d'une autre application de son choix. Si l'audition a lieu à Berne, les soumissionnaires qui entrent en ligne de compte sont informés en temps utile du plan de protection en cas de pandémie. Si elle a lieu en ligne, les soumissionnaires doivent disposer de l'infrastructure informatique nécessaire. Les auditions sont menées en allemand ou en français.

Après que les 3 représentants du soumissionnaire se sont présentés, le « représentant de l'entreprise » du soumissionnaire expose pourquoi son entreprise est qualifiée pour fournir les prestations demandées. Le soumissionnaire choisit le collaborateur qui représente l'entreprise. Une présentation en format « MS PowerPoint for Windows », fournie auparavant, peut être utilisée comme moyen auxiliaire. Si la présentation a lieu sur place, l'adjudicateur met à disposition un ordinateur équipé de Microsoft Windows, Microsoft Office et d'Acrobat Reader, un grand écran ou un projecteur et un tableau à feuilles mobiles. La projection de films ou de vidéos sur les ordinateurs de la Confédération n'est pas garantie. En complément de sa présentation, le soumissionnaire peut distribuer 3 chemises au plus contenant sa documentation supplémentaire (prospectus, brochures, etc.). Ces documents ne sont pas pris en compte dans l'évaluation.

Les représentants du soumissionnaire sont limités à 3 (les 2 collaborateurs prévus pour exécuter les prestations, qui remplissent intégralement les ST du catalogue des exigences en annexe du présent cahier des charges, plus la personne chargée de présenter l'entreprise).

Les 2 collaborateurs qui participeront aux projets recevront chacun une petite étude de cas qu'ils présenteront en allemand ou en français, conformément au CAp05 de l'annexe A02 (preuve des connaissances linguistiques).

Il est prévu que l'audition se déroule selon le tableau ci-dessous. Les changements éventuels seront communiqués aux soumissionnaires au plus tard avec leur invitation.

N°	Contenu	Durée max. en minutes
1	<ul style="list-style-type: none">Mot de bienvenue et remise des petites études de cas aux 2 collaborateurs désignés pour la préparation de la présentation	05 (tous)

N°	Contenu	Durée max. en minutes
2	<ul style="list-style-type: none"> Présentation de l'entreprise et des 2 collaborateurs du soumissionnaire participant à l'audition par le représentant de l'entreprise 	10 (représentant de l'entreprise)
3	<ul style="list-style-type: none"> Présentation de l'étude de cas du 1^{er} collaborateur Questions de l'équipe d'évaluation 	05 (collaborateur 1) 10 (équipe)
4	<ul style="list-style-type: none"> Présentation de l'étude de cas du 2^e collaborateur Questions de l'équipe d'évaluation 	05 (collaborateur 2) 10 (équipe)
5	<ul style="list-style-type: none"> Réserve pour les imprévus (par ex. problèmes techniques), départ des 3 participants du soumissionnaire 	10 (tous)
	Total	55
6	Évaluation de l'audition par l'équipe d'évaluation	

Tableau 5: aperçu de l'audition

6 Évaluation

6.1 Phases de l'évaluation

Les étapes suivantes aboutissent à la décision d'adjudication :

Étape	Description de l'activité
1	Publication de l'appel d'offres sur la plateforme simap.ch
2	Questions-réponses sur la plateforme simap.ch
3	Remise des offres
4	Ouverture de toutes les offres remises dans le délai imparti et établissement du procès-verbal
5	Évaluation des offres reçues (voir le ch. 9.4.3)
6	Rectification éventuelle des offres (voir le ch. 9.4.3)
7	Évaluation des offres et organisation éventuelle d'une audition, décision d'évaluation
8	Publication de l'adjudication sur la plateforme simap.ch

Tableau 6: aperçu des phases de l'évaluation

6.2 Méthode d'évaluation

6.2.1 Méthodes d'évaluation utilisées

Le respect des critères d'adjudication qualitatifs est évalué au moyen des méthodes suivantes. La manière dont on évalue la mesure dans laquelle les critères d'adjudication sont remplis est indiquée pour chaque critère dans le catalogue des exigences (objets d'examen).

Méthode A

Rempli	Non rempli
Nombre maximal de points (100 %)	Aucun point (0 %)

Tableau 7: méthode A oui / non

Le nombre maximal de points est attribué lorsque : lorsque le critère d'adjudication selon l'objet d'examen requis est intégralement rempli et que le justificatif requis est complet.

Aucun point n'est attribué lorsque : lorsque le critère d'adjudication lorsque le critère d'adjudication selon l'objet d'examen requis n'est pas rempli et que le justificatif requis n'est pas complet.

Méthode B

Remplit totalement les exigences	Remplit pour l'essentiel les exigences	Remplit partiellement les exigences	Ne remplit pas les exigences ou ne les remplit que ponctuellement
Nombre maximal de points (100 %)	2/3 des points (67 %)	1/3 des points (33 %)	Aucun point (0 %)

Tableau 8: méthode B (4 niveaux)

Le nombre maximal de points est attribué si les 3 objets d'examen requis sont intégralement remplis. Les 2/3 du nombre de points sont attribués si 2 des 3 objets d'examen requis sont intégralement remplis.

Le 1/3 du nombre maximal de points est attribué si 1 des 3 objets d'examen requis est intégralement rempli.

Aucun point n'est attribué si aucun des 3 objets d'examen requis n'est intégralement rempli.

Méthode C

Remplit totalement les exigences	Remplit presque totalement les exigences	Remplit pour l'essentiel les exigences	Remplit partiellement les exigences	Ne remplit pas les exigences
Nombre maximal de points (100 %)	85 % des points	67 % des points	33 % des points	Aucun point (0 %)

Tableau 9: méthode C (5 niveaux)

Le nombre maximal de points est attribué si les 4 objets d'examen requis sont intégralement remplis. 85 % du nombre de points sont attribués si 3 des 4 objets d'examen requis sont intégralement remplis. 67 % du nombre maximal de points sont attribués si 2 des 4 objets d'examen requis sont intégralement remplis.

33 % du nombre maximal de points sont attribués si 1 des 4 objets d'examen requis est intégralement rempli.

Aucun point n'est attribué si aucun des 4 objets d'examen requis n'est intégralement rempli.

6.3 Évaluation des prix et des coûts

L'évaluation porte sur le prix total de l'offre. L'offre valable dont le prix total est le plus bas obtient le nombre maximal de points. Le nombre de points est réduit de manière linéaire jusqu'à 0 point (limite inférieure) pour les offres dont le tarif horaire est supérieur ou égal à 75 % de l'offre valable la moins chère. Le respect du critère d'adjudication « Prix » est évalué comme suit :

Évaluation du CAAd « Prix »

Points	Calcul
Maximum	Offre présentant le tarif horaire le moins cher en francs suisses (hors TVA)
Répartition	Linéaire, réduite
0	Offres à partir de 175 % du tarif horaire valable le moins cher en francs suisses (hors TVA), soit 0 point pour les offres dont le tarif horaire est supérieur ou égal à 75 % de l'offre valable dont le tarif horaire est le moins cher

Tableau 10: méthode d'évaluation du prix

Critère du prix

L'évaluation porte sur le prix total de l'offre. Celui-ci est défini comme suit:

Prix total de l'offre =

coûts des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (mandat de base + option[s])

Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère **jusqu'à concurrence de 75 %** reçoivent un nombre de points supérieur à 0 (interpolation linéaire entre 100 % et 175 %).

Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère de 75 % ou plus obtiennent 0 point.

Lorsque le résultat du calcul effectué selon la formule ci-dessous est un nombre négatif, le nombre de points attribué est donc de 0 (pas de points négatifs).

Formule pour le calcul du prix :

$$\text{Points attribués} = M \times \frac{(P_{\max} - P)}{(P_{\max} - P_{\min})}$$

M = nombre maximal de points

PP = prix de l'offre à évaluer

Pmin = prix de l'offre admise la moins chère

Pmax = prix pour lequel le nombre de points attribué est de zéro (Pmin * 150 %)

Exemple de calcul (fictif) :

M = 5000 points pour le prix

Pmin = 100 000,000 francs

Pmax = 175 000,00 francs (1,75 x 100 000,00)

Soumissionnaire A 100 000,00 francs 5000 points

Soumissionnaire B 137 500,00 francs 2500 points

Soumissionnaire C 175 000,00 francs 0 point

Soumissionnaire D 250 000,00 francs 0 point

7 Structure et contenu

7.1 Généralités

Afin de garantir une évaluation rapide et équitable, le soumissionnaire est tenu de respecter la structure de l'offre suivante.

7.2 Structure

Chapitre	Contenu	Référence dans les documents d'appel d'offres
B00	Page de garde Titre: (22060) 104 - ARC-22 Soumissionnaire: ... Date: 99.99.2022 Volume: 1 page A4	

B01	Renseignements généraux sur le soumissionnaire Contenu : <ul style="list-style-type: none"> – Siège principal et éventuelles succursales – Forme juridique – Produits et prestations phares Si l'entreprise fait appel à des sous-traitants, il faut indiquer les données et les rôles de toutes les entreprises concernées.	
B02	Catalogue des exigences (CP/CAP/ST/CAd) , y c. renseignements sur le soumissionnaire , rempli et signé de manière valable	Annexe 02
B03	Formulaire de références Le formulaire de références A03 annexé au dossier d'appel d'offres doit être intégralement rempli par le soumissionnaire et joint au chapitre B03.	Annexe 03
B04	Formation tertiaire, ST01 Justificatifs d'une formation de niveau tertiaire conforme au document « Système suisse de formation -Voies de formation et titres délivrés » : diplôme de formation professionnelle supérieure et/ou d'une haute école et/ou d'une formation continue (CAS, DAS, MAS) ou études postdiplômes ES ou diplômes étrangers équivalents reconnus par le SEFRI (annexe A08) pour exactement 3 collaborateurs. Système suisse de formation - orientation.ch Les justificatifs sont valables pour l'ensemble de l'offre et peuvent être donc être fournis tant par le soumissionnaire que par ses sous-traitants de premier niveau. Les justificatifs des ST01, ST02 et CAp02 ne doivent pas forcément être fournis par les mêmes collaborateurs du soumissionnaire ou des sous-traitants. Reconnaissance des diplômes étrangers : www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/reconnaissance-de-diplomes-etrangers.html	Annexe A08
B05	Certification HERMES, ST02 Preuve qu'exactly 3 des collaborateurs ont obtenu une certification HERMES du TÜV SÜD et qu'au moins 2 d'entre eux ont obtenu un certificat HERMES Advanced Level. Au plus 1 certificat HERMES Foundation Level peut être fourni. Les justificatifs de formation interne à l'entreprise ou les inscriptions à des cours ne sont pas acceptés. Les justificatifs sont valables pour l'ensemble de l'offre et peuvent être donc être fournis tant par le soumissionnaire que par ses sous-traitants. Les justificatifs des ST01, ST02 et CAp02 ne doivent pas forcément être fournis par les mêmes collaborateurs du soumissionnaire ou des sous-traitants.	
B06	Connaissances linguistiques, CAp 05 Justificatifs des connaissances linguistiques pour exactement 3 collaborateurs. Les justificatifs sont valables pour l'ensemble de l'offre et peuvent être donc être fournis tant par le soumissionnaire que par ses sous-traitants.	

	Les justificatifs des ST01, ST02 et CAp02 ne doivent pas forcément être fournis par les mêmes collaborateurs du soumissionnaire ou des sous-traitants.	
B07	Déclaration du soumissionnaire de la CA dûment remplie <ol style="list-style-type: none"> déclaration du soumissionnaire de la CA <ul style="list-style-type: none"> - formulaire CA dûment rempli et signé, à joindre au chapitre B07, conformément à l'annexe du cahier des charges preuve de l'égalité salariale, à joindre au chapitre B07 <ul style="list-style-type: none"> - feuille «Fazit (rtp_fazit)» dûment remplie et signée, ou - contrôles par un organe étatique (confirmation ou certificat), ou - analyses de l'égalité salariale par des tiers <p>La preuve de l'égalité salariale ne doit être fournie que sur demande, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de cette dernière, après la remise de l'offre et avant l'adjudication du marché. Le soumissionnaire peut fournir cette preuve (let. b) avec l'offre.</p>	Annexe A02
B08	Justificatif du système de gestion de la qualité, CAp10 Documentation claire ou certificat à joindre au chapitre B08	
B09	Conditions-cadres de l'offre Le cas échéant, les conditions-cadres de l'offre (délais, etc.), conformes au catalogue des exigences, doivent être jointes au chapitre B09.	
B10	Extraits du registre du commerce et du registre des poursuites, CAp01 Ces documents ne doivent être fournis que sur demande, après la remise de l'offre et avant l'adjudication du marché. Les extraits ne doivent pas dater de plus de 3 mois au moment de l'adjudication. Le soumissionnaire peut remettre les deux extraits avec l'offre et les joindre au présent chapitre. Une photocopie suffit pour les extraits sur papier.	
B11	Divers 2 clés USB avec l'offre sous forme électronique (veuillez réunir tous les documents dans un seul fichier PDF).	

Tableau 11: aperçu de la structure de l'offre

Pour le présent appel d'offres, le soumissionnaire reçoit un fichier Microsoft Word (catalogue des exigences, annexe A02) qu'il devra télécharger et compléter par les indications requises. Il devra impérativement respecter les prescriptions suivantes :

1. logiciel requis : Microsoft Word
2. saisie des données : le fichier remis au soumissionnaire sont protégés. Seuls les champs de réponse peuvent être remplis.

Important : dans la mesure du possible, l'offre comprenant les annexes dûment remplies, sera réunie en 1 seul document en format PDF, non codé, et enregistrée sur les 2 clés USB. La structure des documents (par ex. chapitres) ne doit pas être modifiée.

8 Dispositions spéciales

Aucune disposition spéciale

9 Aspects administratifs

9.1 Adjudicateur

9.1.1 Nom officiel et adresse de l'adjudicateur

Service demandeur

Chancellerie fédérale ChF
Transformation numérique et gouvernance de l'informatique TNI
Monbijoustrasse 91
3003 Berne

Service d'achat / organisateur

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL
Fellerstrasse 21
3003 Berne

9.1.2 Adresse de dépôt des offres

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL
Service des marchés publics
Projet (22060) 104 ARC-22
Fellerstrasse 21
3003 Berne
Courriel : beschaffung.wto@bbl.admin.ch

9.1.3 Délai pour poser des questions par écrit

08.09.2022

Remarques :

Les questions portant sur le présent appel d'offres peuvent être posées de façon anonyme sur le forum de questions du site www.simap.ch.
Les questions posées après la date susmentionnée ne seront pas traitées.
Les soumissionnaires seront immédiatement avertis par courriel de la publication des réponses sur le site www.simap.ch.

9.1.4 Délai de clôture pour le dépôt des offres

04.10.2022

Prescriptions formelles :

L'offre complète (voir exigences au ch. 7.2) doit être remise au plus tard le 04.10.2022 en 3 exemplaires (dont (1 sous forme papier et 2 sous forme électronique sur clé USB* **non codée**) à l'adresse indiquée au ch. 9.1.2.

* Clé USB : veuillez noter que la clé USB doit contenir l'offre complète et que la version électronique des documents doit être identique à la version papier.

- a) Remise à la réception des marchandises de l'OFCL (par le soumissionnaire lui-même ou par un coursier) :
l'offre doit être remise au plus tard à la date indiquée ci-dessus, durant les heures d'ouverture de la réception des marchandises de l'OFCL entre 08 h 00 et 12 h 00 ou 13 h 00 et 16 h 00, contre un accusé de réception.
- b) Remise par voie postale :
le sceau postal ou le justificatif avec code-barres permettant d'assurer le suivi des envois d'un office de poste suisse ou étranger reconnu officiellement est déterminant pour la date de remise (l'affranchissement par une machine d'entreprise n'est pas reconnu comme sceau postal). En

cas d'envoi avec affranchissement WebStamp, le fardeau de la preuve de la remise en temps utile incombe au soumissionnaire.

- c) Remise à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse à l'étranger :
les soumissionnaires étrangers peuvent remettre leur offre au plus tard à la date susmentionnée à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse dans leur pays, pendant les heures d'ouverture, contre un accusé de réception. Ils sont tenus d'envoyer ce dernier par courriel (à l'adresse indiquée au ch. 9.1.2 au plus tard à la date limite de dépôt des offres.

Le soumissionnaire doit s'assurer dans tous les cas qu'il possède une preuve du fait qu'il a remis son offre dans les délais.

Les offres remises en retard ne seront pas prises en considération et seront renvoyées à leur expéditeur.

9.1.5 Genre d'adjudicateur

Confédération

9.1.6 Type de procédure

Procédure ouverte

9.1.7 Genre de marché

Marché de services

9.1.8 Le marché est-il soumis à l'accord GATT/OMC ou aux accords internationaux ?

Oui

9.2 Objet du marché

9.2.1 Genre du marché de services

Traitement des données, activités apparentées

9.2.2 Lieu de la fourniture

Sites de l'administration fédérale en Suisse, sauf dispositions contraires prévues par les contrats spécifiques.

9.2.3 Durée du contrat

Selon ch. 9.2.7

9.2.4 Le marché est-il divisé en lots ?

Non

9.2.5 Des variantes sont-elles admises ?

Non

9.2.6 Des offres partielles sont-elles admises ?

Non

9.2.7 Délai d'exécution

Début : 1.1.2023, fin : 31.12.2027

9.4.2 Conditions générales

Sont applicables les conditions générales (CG) de la Confédération suivantes :

- CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)
- CG relatives à l'achat de services (édition de septembre 2016, état de janvier 2021)

Disponibles sous : [Conditions générales \(admin.ch\)](#)

9.4.3 Examen et rectification des offres

L'examen des offres s'effectue conformément à l'art. 38 LMP. La rectification des offres s'effectue exclusivement aux conditions et sur la base de l'art. 39 LMP, sur demande explicite de l'adjudicateur.

9.4.4 Maintien du secret

Les parties traitent de manière confidentielle tous les faits et informations qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. En cas de doute, elles traitent les faits et informations de manière confidentielle. Elles s'engagent à prendre toutes les mesures que l'on peut raisonnablement attendre d'elles du point de vue économique et toutes les mesures techniques et organisationnelles possibles pour protéger les faits et informations confidentiels contre l'accès et la prise de connaissance par des tiers non autorisés.

L'adjudicateur n'enfreint pas l'obligation de garder le secret lorsqu'il communique des informations confidentielles au sein de son propre groupe de sociétés (ou au sein de l'administration fédérale) ou aux tiers auxquels il fait appel. Il en va de même pour le soumissionnaire lorsque la transmission d'informations confidentielles est nécessaire à l'exécution du contrat ou lorsque des dispositions du contrat sont communiquées au sein de son propre groupe de sociétés.

Sans autorisation écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire ne peut se prévaloir d'une collaboration en cours ou achevée avec l'adjudicateur, pas plus qu'il ne peut indiquer celui-ci comme référence.

Les parties imposent l'obligation de garder le secret à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs fournisseurs et aux autres tiers auxquels elles font appel.

9.4.5 Clause d'intégrité

Le soumissionnaire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Ils s'abstiennent en particulier d'offrir ou d'accepter de l'argent ou tout autre avantage.

En cas de manquement à cette clause, le soumissionnaire doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à 3000 francs au moins par infraction.

Le soumissionnaire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne en principe la révocation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat par l'adjudicateur pour juste motif.

9.4.6 Autres indications

Réserve d'approbation du crédit: les demandes et décisions annuelles relatives aux crédits des organes compétents de la Confédération en matière de budget et de plan financier demeurent réservés.

L'adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations faisant l'objet du présent appel d'offres au profit d'autres services demandeurs de l'administration fédérale et de commander tout ou partie des prestations faisant l'objet des options ou de renoncer entièrement à ces dernières.

Dans le cas concret, un concours est organisé entre les adjudicataires. Au total, il sera commandé au plus le montant total maximal publié dans l'appel d'offres.

10 Annexes

10.1 Annexes référencées

N°	Titre	À remplir par le soumissionnaire	À titre d'information
1	Liste de contrôle		x
2	Catalogue des exigences CP/CAp/ST/CAAd	x	
3	Formulaire de références	x	
4	CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)		x
5	Modèle de contrat-cadre		x
6	Déclaration CA	x	
7	Structure de l'offre		x
8	Tableau du Système suisse de formation		x
9	Architecture API Confédération		x
10	Communiqué de presse 78679		x
11	Communiqué de presse 81568		x
12	Communiqué de presse 85162		x
13	Communiqué de presse 85828		x
14	Stratégie d'informatique en nuage de l'administration fédérale		x
15	Vision de l'architecture		x

Tableau 12: aperçu des annexes référencées